

# FEMMES - Résolues à promouvoir l'égalité

ÉCRIT PAR ESPAGNE



(Annie Thomas et María Luisa de Contes / Photo Lepetitjournal.com)

**Annie Thomas, Conseillère pour les Affaires Sociales à l'Ambassade de France en Espagne et Maria Luisa de Contes, Directrice du Foro Mujeres Diálogo, Secrétaire Générale du groupe Renault Espagne, responsable du groupe diversité au sein de l'entreprise, reviennent sur les conditions de l'emploi au féminin et balisent le chemin vers un horizon paritaire.**

## Interview

C'est sur la terrasse du très select Club Genova, interdit aux femmes jusqu'au début des années 2000, qu'Annie Thomas et María Luisa de Contes se prêtent au jeu du question-réponse. *"C'est bien d'être vues là où l'on ne s'attend pas de nous trouver"*, sourient-elles. Et d'emblée, le verdict tombe sans ambages : *"L'accès des femmes aux postes à responsabilité est un processus très long. Il ne leur suffit pas d'avoir les diplômes et les mérites pour accéder au cercle dirigeant. Pour reprendre une idée de Foucault, les élites se reproduisent et se recrutent à leur propre image : s'il y a aujourd'hui une réelle volonté en ce qui concerne la haute direction de faire aboutir une politique d'égalité au sein de l'entreprise et d'intégrer les femmes au sommet de la hiérarchie, il n'en est pas moins que cette volonté s'avère difficile à mettre en œuvre tant qu'elle n'est pas partagée par l'ensemble de l'organisation. Les obstacles, les préjugés, l'inertie et la force de la tradition perdurent au niveau des organisations intermédiaires de l'entreprise et rendent difficiles l'application de mesures concrètes"*.

**Lepetitjournal.com : Comment expliquez-vous qu'en Espagne, en dépit des avancées obtenues sur le plan social, le monde du travail accuse un tel retard vis à vis des femmes ?**

**Annie Thomas :** Il est vrai que ce qui est frappant lorsque l'on arrive de France, c'est la volonté politique dont a fait preuve l'Espagne pour défendre les droits de la femme dans de nombreux domaines. Concernant la loi contre la violence de genre, par exemple, l'Espagne est de loin en avance sur la France.

**María Luisa de Contes :** Il n'empêche que dans le monde du travail et des grandes entreprises, cette recherche d'égalité passe par une prise de conscience sociale et économique des principaux acteurs de l'entreprise. Et ce sera long à mettre en oeuvre. Les dirigeants des grandes entreprises françaises et espagnoles affichent en effet une volonté d'y parvenir et souhaitent effectivement une plus grande présence des femmes aux postes à responsabilités, mais sans passer par l'adoption de mesures contraignantes ou à caractère obligatoire au sein de l'entreprise. Les grands débats autour de l'égalité au sein de la société civile et des entreprises doivent parvenir à sensibiliser le milieu professionnel et leur faire partager l'idée que le talent féminin est un actif indispensable à utiliser. C'est la raison pour laquelle, de plus en plus de forums internes, groupes de réflexion ou réseaux de femmes ont été créés, constituant ainsi une véritable force de proposition. Nous ne pouvons pas demander aux femmes d'être patientes indéfiniment et d'attendre que les changements tombent du ciel. Il faudrait que des mesures ayant un certain caractère obligatoire soient prises afin que les choses évoluent raisonnablement. Dans le cas contraire, on laisserait se perpétuer une injustice flagrante à l'égard des femmes !

**Et en France ?**

**Annie Thomas :** La loi du 27 janvier 2011 impose aux sociétés cotées en bourse de respecter un quota de 40 % de sièges, dévolus à chaque sexe au sein de ces conseils d'administration d'ici à 6 ans, avec un seuil de 20 % d'ici à 3 ans. C'est une avancée que l'Espagne n'a pas faite. Cela dit, les disparités continuent à exister : par exemple, en 2008, les femmes occupent un peu moins d'un tiers des postes d'encadrement dans le privé alors qu'elles sont majoritaires au sein de l'université.

**Maria Luisa de Contes :** Ce qui me choque, c'est qu'il n'y ait pas une seule femme au poste de présidente d'un conseil d'administration dans les entreprises françaises dans lesquelles l'Etat est actionnaire telles que EDF (11% de femmes dans ses conseils) ou Renault (à peine 10%) par exemple. Quant à la participation des femmes aux CA des grandes entreprises du CAC40 (20,6%), du SBF120 (15,80%) ou de l'IBEX 35, (10,8%), elle reste particulièrement basse malgré les réformes législatives.

## **Comment faire pour que les choses changent ?**

**Maria Luisa de Contes** : Il faut faire des propositions concrètes. Chez Renault, dans le Groupe Diversité que j'anime, nous avons élaboré un Plan d'action détaillé à cet égard. L'objectif est notamment d'arriver à 40% de femmes dans les Conseils d'Administration d'ici 2015 suivant ainsi les exigences espagnoles de la Loi du 22 mars 2007. En revanche, il n'existe aucune loi concernant l'incorporation des femmes aux postes de responsabilité dans les Comités de Direction et une de nos actions consiste, à chaque fois qu'un siège de comité de direction se libère, à proposer également la candidature d'une femme. En cas de refus de la candidature féminine, cette décision devra être motivée. Cette mesure fera notamment partie du Plan d'action de Renault qui, afin de respecter les exigences européennes imposées par Viviane Redding, Commissaire européenne en charge de la justice, a donné aux entreprises jusqu'à 2012 pour "s'autoréguler" avant de prendre des mesures effectives : l'imposition de quotas assortis de sanctions. Mais nous proposons également l'ouverture de crèches dans les usines, la réduction des pauses repas ou le développement du télétravail : autant d'éléments qui facilitent la conciliation de la vie personnelle et personnelle, en parallèle d'une activité professionnelle. Enfin, nous proposons que soit fixé un objectif de recrutement : 30% de femmes chez les ingénieurs, 50% chez les commerciaux. Le Président de Renault a donné son accord de principe pour l'application de ce Plan d'action.

**Annie Thomas** : Pour ma part, je partage les positions de Brigitte Grésy, inspectrice générale aux affaires sociales, qui estime qu'il faut libérer les femmes des tâches familiales, en allongeant par exemple le congé... paternité.

## **Difficile quand même d'enlever de la tête des patrons qu'une femme risque de s'absenter 9 mois, le temps d'une grossesse... Comment les convaincre à changer leur schéma de pensée ?**

**Annie Thomas** : Une femme enceinte est une femme qui travaille pour l'avenir de la société. C'est une mission qu'elle seule est, jusqu'à nouvel ordre, en mesure de mener à bien. L'accepter, le promouvoir, cela fait partie du fait de vivre ensemble en société. Si le taux de natalité chute, comme c'est par exemple le cas en Espagne, alors le renouvellement naturel n'est pas assuré et les patrons doivent avoir conscience que cela signifie une société qui stagne et qui perd des consommateurs.

Au-delà de cette considération, si l'on part du fait que les femmes représentent la moitié de l'humanité, se priver de femmes dans l'entreprise, c'est se priver de la moitié de l'humanité. C'est se priver de personnes qui n'ont pas les mêmes goûts que les hommes, qui n'ont pas les mêmes sensibilités, ni les mêmes idées...

**Maria Luisa de Contes** : En effet. Je suis d'accord avec Annie sur le fait qu'une femme enceinte contribue à assurer l'avenir de la société et qu'une entreprise qui discrimine cet état de fait est une entreprise irresponsable. Et je tiens ici à attirer l'attention sur le très faible taux de natalité en Espagne avec une moyenne de 1,4 enfant par femme (contre 2,5 en France par exemple). Renault ne partage pas cette philosophie puisque l'entreprise a compris l'enjeu et la nécessité de la contribution de la femme aussi bien dans la société civile qu'au sein de l'entreprise.

C'est également dans le monde du travail que la diversité des femmes doit être reflétée et notamment dans le secteur de l'automobile. Les constructeurs automobiles ciblent de plus en plus les femmes et sont en quête d'une sorte de "parité automobile". En France, 40% de la clientèle est constituée de femmes qui viennent acheter leurs voitures seules et sur les 60 % restants, elles participent également au choix du modèle. En effet, les femmes sont aussi consultées pour concevoir les nouveaux véhicules. Une femme n'achète pratiquement jamais une voiture pour son moteur mais plutôt pour le design, la praticité ou la couleur. Si ce ne sont que des hommes qui pensent le lancement d'une voiture, elle correspondra à leurs besoins, à leurs goûts, mais pas forcément à celui d'une femme.

**Le Service culturel de l'Ambassade de France organise un cycle de conférences, intitulé "Les femmes, la crise et un monde pluriel au féminin", dont vous êtes l'instigatrice et auquel vous avez associé le Foro Mujeres Diálogo. Pouvez-vous nous en dire un peu plus ?**

**Annie Thomas** : La prochaine conférence, le 22 septembre, portera sur la thématique suivante : "Femmes, crise économique et monde du travail : comment construire le futur ?". Nous nous pencherons justement, avec nos invités, sur les problématiques de la place de la femme dans l'entreprise. De façon plus générale, l'objectif de ce cycle initié début 2011, est de comparer et d'évaluer les droits des femmes en France et en Espagne. A l'automne, nous organiserons également une conférence sur la violence de genre. Par ailleurs, le Foro Mujeres organise une conférence "Regards croisés" le 15 novembre prochain, sur le thème "Femme et entreprise" avec Carmen Becerril, Présidente de la filiale Acciona Energie et Odile Desforges, Directeur Général Adjoint de Renault, qui ont joué un rôle très important dans les négociations concernant le véhicule électrique.

**Propos recueillis par Vincent GARNIER ([www.lepetitjournal.com](http://www.lepetitjournal.com) - Espagne) Mardi 20 septembre 2011**

### **Diálogo et le Foro Mujeres :**

Diálogo est une Association d'Amitié Franco-Espagnole, dont le Président est José Luis Leal et le Vice président, Bernard Soulier. reconnue d'Utilité Publique et placée sous le Patronage d'Honneur du Président de la République Française et de S.M. Le Roi d'Espagne. Diálogo promeut diverses activités interentreprises, culturelles, universitaires, scientifiques et informatives avec pour objectif de rapprocher les réalités de la France et de l'Espagne. **Le Foro Mujeres Diálogo** est un outil supplémentaire qui crée une plateforme de débat et de réflexion en permettant aux femmes de s'exprimer sur des questions de société.

<http://www.dialogo.es>

Toutes les personnes qui partagent ces idées, ont un profil bi-culturel ou ont un intérêt à enrichir le Foro Mujeres Diálogo peuvent contacter Pilar Queipo de Llano, Secrétaire Exécutive du Foro Mujeres Diálogo : [formujeresde@dialogo.es](mailto:formujeresde@dialogo.es) Tél : +34 91 559 72 77